

# Chasse aux trafiquants de devises au marché noir

## Le remède de cheval

La crise monétaire que traverse le pays a atteint son paroxysme la semaine dernière, du moins pour les autorités qui ont décidé, pour la deuxième fois en quatre ans, de porter l'estocade contre les trafiquants et autres échangeurs de devises, alors que jusqu'à présent elles sont demeurées silencieuses face à un phénomène qui était pourtant un secret de polichinelle. Des brigades mixtes de police et de douane ont fait

des descentes brutales en fin de la semaine dernière dans les bureaux de change et au marché noir des devises (qui avait pignon sur rue) où elles ont procédé à la fermeture des bureaux et à l'arrestation de leurs gérants dont les caisses ont été saisies. Dans la foulée, le ministre des Finances intervenait sur les ondes de la radio et de la télévision nationales pour dénoncer "des spéculations

## Le remède de cheval

Suite de Une

graves sur la monnaie nationale" et a menacé de sanctionner les auteurs de telles pratiques.

A première vue, l'opération est salvatrice car l'ougouya a repris du souffle en réagissant "positivement" face à l'euro et au feca (1 euro valant 362 UM à l'achat et 322 à la vente, contre 440 UM à la veille de l'opération et 2200UM s'échangeant à 5000 feca contre 3500 feca auparavant). Mais en réalité, d'une crise occasionnée par le règne du désordre on est passé à celle que génère la répression.

L'image pitoyable de l'ougouya au cours des dernières années lui donne les airs d'un enfant de la rue que ses parents abandonnent à son triste sort.

La monnaie nationale, laissée à la merci de ses prédateurs par la Banque Centrale, première institution financière du pays qui, par essence, est garante de son état, a entamé un processus de zafisation accéléré que le sursaut maladroit des autorités il y a une semaine n'a fait qu'accroître. Au lieu de s'en occuper par une refonte et une régulation scientifique et étudiée des circuits financiers qui assurent le maintien de sa valeur réelle que soutient un marché relativement actif, la Banque et les structures financières du

pays s'évertuent à occulter son état maladif et tentent de faire porter le chapeau aux uniques spéculateurs responsables, à leurs yeux, de cette dégringolade. Une chute accélérée que rien ne justifie en dehors des circuits mêmes du parcours des devises dont le point de départ n'est autre que la banque centrale et qui atterrissent, invariablement, au marché noir pour ravitailler un marché du change devenu un commerce en soi. L'ougouya est certes malade du fait des spéculateurs de tout poil dont les moindres ne sont pas les banquiers eux-mêmes depuis que l'État a démissionné de sa mission régulatrice du marché des devises. Mais elle souffre aussi de l'absence d'âme qui caractérise la première institution monétaire du pays depuis un bon bout de temps, vide que reflète l'incohérence des procédures et l'existence d'une politique monétaire proprement dite. Les renseignements officiels sur la monnaie nationale sont si rares (pour ne pas dire inexistant) et confus que les pratiques informelles se confondent (volontiers) avec la réalité officielle, dont elles ont le plus souvent la bénédiction et dont elles bénéficient de la complexité. La capitale compte à elle seule plus de 70 bureaux de change, dont moins de 30 fonctionnent normalement et sont tous affiliés aux banques primaires, avec lesquelles ils entretiennent des opérations obscures de transfert de devises. Les quarante autres n'existent que sur le papier et ne se rencontrent que dans les allées de la Banque Centrale, à l'occasion de la distribution officielle et périodique des

devises ou aux moments des grandes crises comme celle que traverse actuellement le pays.

Le circuit bancaire local est l'un des plus pourris de la planète et les spécialistes dans le domaine ne cessent de le répéter à qui veut l'entendre. La BCM, qui pourvoit les banques primaires, les bureaux de change et les particuliers en devises, n'a pas pu ni voulu mettre sur pied un contrôle efficace de gestion et de suivi de ces devises. C'est l'une des principales causes qui avaient conduit la Banque à suspendre, il y a plus de six mois, dans le cadre d'une mesure qu'elle voulait préventive, l'octroi de devises à ces institutions dont les modes de gestion sont loin d'être réguliers. Les hommes d'affaires ont beau eu à protester contre la mesure, rien n'y a fait. De sources dignes de foi, les responsables de la BCM accuseraient les hommes d'affaires d'employer les devises dans des opérations autres que celles qui sont déclarées officiellement et pour lesquelles ils ont été servis. Ce que ces derniers réfutent en répliquant que les circuits parallèles que nourrit l'institution financière sont les premiers à alimenter le marché noir et à renforcer le dysfonctionnement du marché du change.

### L'ougouya souffre du 8 juin

Les problèmes de l'ougouya sont devenus chroniques depuis le 8 juin 2003 (date du putsch manqué). Le climat d'instabilité politique et le sentiment d'inquiétude générale qui a couvert le pays au lendemain du putsch a eu un effet négatif sur la monnaie qui ne s'en est jamais totalement remise. Au contraire elle a continué à en subir les soubresauts. Des hommes d'affaires, dont des élus qui s'activaient dans le domaine du marché des devises, auraient ainsi, au lendemain du coup, transféré à l'étranger plusieurs millions d'euros pour mettre leurs biens hors de danger en perspective d'une situation devenue, alors, en l'espace de quelques jours, extrêmement explosive et incontrôlable.

Face à la démission de l'État, la dégringolade de l'ougouya a continué de plus belle. En deux ans, la monnaie nationale a perdu près de 100% de sa valeur face à l'euro. Une chute que les économistes n'arrivent pas expliquer si ce n'est par la très forte spéculation. Le sursaut de l'État, devenu depuis longtemps otage des hommes d'affaires et des commerçants, a pris le visage et le bras de la répression. L'action maladroite et sans préavis sur un terrain aussi sensible a mis le marché à l'expectative. Car les banques ne sont pas en mesure de fournir la devise nécessaire à des importateurs concurrents, elles-mêmes appartenant à des commerçants et groupes d'affaires présents sur le marché; la

banque centrale est incapable de décider avec les pouvoirs politiques de garantir les devises nécessaires à l'importation des neuf matières essentielles à la survie du pays, comme l'ont demandé les hommes d'affaires à travers la CGEM; et le marché noir, qui fournissait suffisamment à tous même si c'était à des prix pas tout à fait soumis à des pondérables économiques objectifs est traqué, redevient réellement noir comme il l'était avant le libéralisme anarchique. Du coup la devise disparaît bien que les prix affichés donnent l'illusion d'un redressement de la valeur monétaire que n'appuie aucune politique d'accompagnement ni de régulation.

Déjà, l'ougouya, qui avait retrouvé le sourire au lendemain de l'opération commence, cinq jours après celle-ci, à marquer le pas devant l'euro, désormais introuvable sur le marché, les commerçants qui l'avaient acheté très cher n'étant pas prêts à le vendre à perte. Spéculateurs invétérés et manipulateurs rompus aux règles des opérations obscures, les commerçants recourent, pour faire chanter l'État et la clientèle, à la thésaurisation des devises. C'est à se demander si l'issue trouvée à la crise n'est pas le fruit de concertables entre les autorités et les gérants de bureaux de change. Ceux-ci (plus de cent à Nouakchott et à l'intérieur) ont été tous libérés après avoir signé un engagement ayant les allures d'une profession de foi - ce qui ne fait guère foi dans ce pays- de ne plus jamais spéculer sur la monnaie nationale au risque d'encourir une peine de prison et une amende de cinq fois le montant retrouvé sur eux. Mais est-ce vraiment là la véritable et unique source des problèmes de l'ougouya? Rien n'est moins sûr. Car le montant des devises saisies au cours de cette opération (près de 100.000 euros) est de loin incomparable aux sommes colossales qui transitent chaque jour par d'autres voies - impénétrables celles là.

L'opération coup de point tente de mettre un peu d'ordre dans un domaine devenu des plus anarchiques, où la spéculation est instituée en mot d'ordre. Mais ce coup de force dans un milieu réputé jusque là intouchable va surtout rappeler l'existence d'une institution dénommée "Etat", longtemps démissionnaire par la volonté du tout libéral et que seule la répression permet de faire ressusciter de temps en temps. Un remède de cheval qui risque, à défaut de soigner le mal, de donner le coup de grâce à une économie devenue otage de l'inconstance de ses décideurs et d'achever une structure qui ne se justifie pas en dehors de sa mission unique de préserver la monnaie nationale et d'assurer sa pérennité.